



Atouts et défis de la région Hauts-de-France

Une région jeune qui dispose d'un potentiel pour faire face à ses défis

Avec plus de six millions d'habitants, la région Hauts-de-France est la troisième région la plus peuplée même si sa croissance démographique est modérée. Son développement économique peut s'appuyer sur un réseau dense d'infrastructures de transport et sur une situation géographique privilégiée. La région joue un rôle économique majeur grâce à une industrie encore très présente et à un secteur tertiaire en plein développement. Toutefois, le plus faible niveau de qualification de ses actifs et la moindre part des activités à haute valeur ajoutée modèrent sa contribution à la création de richesse nationale. La région est, en outre, particulièrement confrontée au chômage et à la pauvreté, en raison notamment de la difficile reconversion d'un tissu productif orienté vers les industries traditionnelles. Les disparités sociales entre les territoires sont marquées ; plus d'un habitant sur dix de la région vit dans un quartier de la politique de la ville.

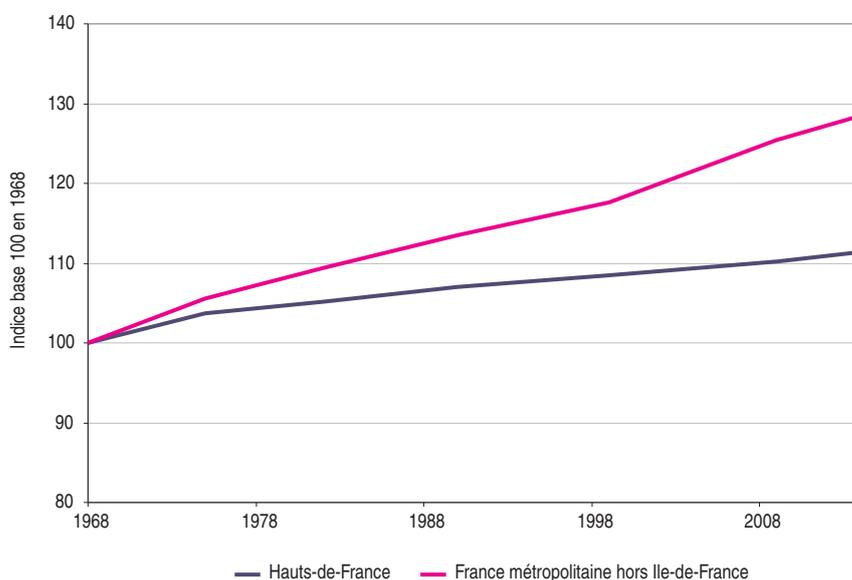
Élisabeth Cuchère, Sébastien Terra, Insee

Une région peuplée à la croissance démographique modérée

Avec une superficie de 31 813 km² et 6 006 156 habitants en 2014, les Hauts-de-France sont la plus dense des régions françaises et la troisième la plus peuplée, derrière l'Île-de-France (12 millions d'habitants) et l'Auvergne-Rhône-Alpes (7,8 millions d'habitants). La région est aussi l'une des plus peuplées d'Europe, comparable à sa voisine la Flandre belge. Sa population représente 9,4 % de la population de France métropolitaine. En raison de sa croissance démographique modeste, son poids dans la population nationale décroît depuis plusieurs décennies (en 1968, ce poids était de 11 %). Entre 2009 et 2014, la population de la région s'est accrue de 0,2 % par an, contre + 0,5 % pour la population métropolitaine (figure 1). Ce dynamisme

1 Une croissance démographique modérée depuis 1968

Évolution de la population depuis 1968



Source : Insee, Recensements de la population

démographique est porté par l'excédent des naissances sur les décès, grâce à la jeunesse de la population et à une fécondité plus élevée, mais est freiné par un solde migratoire déficitaire. Sur la période 2009-2014, ce déficit est de -0,3 % par an. Il s'explique principalement par une attractivité limitée vis-à-vis des autres régions métropolitaines. Le solde migratoire est toutefois excédentaire avec l'Île-de-France.

Une région jeune mais une jeunesse aux facettes multiples

La région Hauts-de-France est la plus jeune des régions de province. La moitié de ses habitants a moins de 38 ans contre 40 ans en France métropolitaine. De façon analogue, la part des moins de 20 ans (26,5 %) est supérieure de deux points à la moyenne nationale (24,4 %).

Grâce à son offre de formation supérieure, elle est la 3^e région de province pour l'accueil des étudiants. Elle est particulièrement bien placée dans le domaine des écoles d'ingénieur et du paramédical. Toutefois, la région souffre d'un déficit de formation. En effet, le retard scolaire à l'entrée de la sixième touche 15 % des élèves contre 12 % au niveau national. Le taux de réussite au baccalauréat est aussi l'un des plus faibles. En 2012, la part des jeunes de 20 à 29 ans titulaires du baccalauréat est inférieure de cinq points à la moyenne métropolitaine.

Ce plus faible niveau de formation entraîne des difficultés d'insertion sur le marché de travail. Ainsi, 28 % des jeunes de 18 à 25 ans ne sont ni en emploi ni en formation, contre 22 % en France métropolitaine. En

outre, le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans s'élève à 32 % et est le plus élevé des régions métropolitaines.

Une région au cœur de l'Europe du Nord, innervée par un dense réseau de transport

La région Hauts-de-France bénéficie d'un positionnement privilégié au cœur du triangle Paris-Londres-Bruxelles et constitue un carrefour stratégique entre l'Île-de-France et l'Europe du Nord. Une partie du territoire régional, située au sud de l'Oise, est sous l'influence de la région parisienne. Elle tire profit de son attractivité résidentielle forte puisque de nombreux ménages d'Île-de-France viennent s'y installer. Inversement, elle bénéficie du dynamisme économique de la région francilienne. Près de 125 000 actifs résident ainsi dans la région et travaillent en Île-de-France. Au nord, des flux quotidiens domicile-travail intenses existent avec la Belgique, 26 000 actifs résidant dans la région travaillent en Belgique tandis que 10 000 personnes effectuent le trajet inverse. La région possède un important réseau de transports permettant le déploiement et le rayonnement de fortes capacités logistiques (autoroutes, TGV, Eurostar, canaux, aéroports...) (figure 2). Acteur majeur du commerce international de la France, elle se situe au troisième rang pour le volume des importations et des exportations. La desserte aérienne de la région est assurée par ses deux aéroports de Beauvais et Lille-Lesquin, mais également par les aéroports belges et franciliens voisins. Ces derniers constituent à la fois une concurrence pour le développement du trafic aéroportuaire et une opportunité en améliorant la qualité de la

desserte régionale et en élargissant l'éventail des destinations tant pour les déplacements de loisirs que pour les déplacements professionnels.

Sur sa façade maritime, la région dispose de trois ports majeurs complémentaires : Boulogne-sur-Mer premier port français de pêche, Calais, premier port pour le transport de passagers, et Dunkerque, troisième port français pour le transport de marchandises. Pour le transport fluvial, la réalisation prochaine du canal Seine-Nord, chaînon manquant entre la Seine, l'Escaut et le bassin rhénan, constitue une opportunité majeure pour la région.

Une région très urbanisée

Les Hauts-de-France sont la région française la plus urbanisée après l'Île-de-France. Près de 90 % de la population vit dans une grande aire urbaine. Lille, Douai-Lens, Béthune et Valenciennes concentrent à elles seules 41 % de la population alors qu'elles ne représentent que 10 % du territoire.

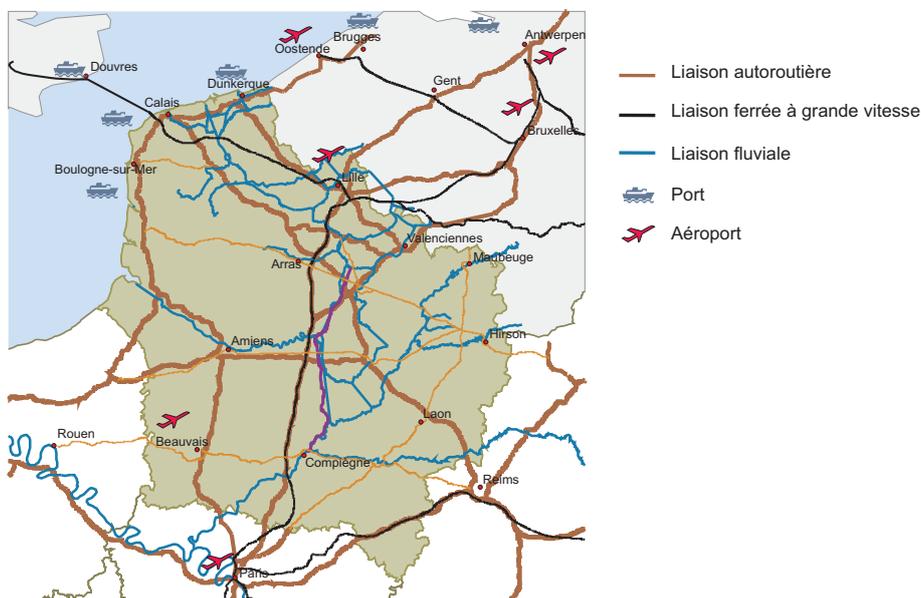
Au nord de la région les liens entre les agglomérations se renforcent en raison des mobilités alternantes croissantes entre elles. Au sud, elle est composée d'un paysage territorial formé de pôles urbains entourés de vastes espaces à dominante agricole et naturelle sans relation significative entre eux.

La métropole de Lille constitue l'un des principaux moteurs économiques des Hauts-de-France. Elle exerce une large influence sur les territoires voisins, du fait de sa capacité à polariser les marchés locaux du travail. Grâce à ses fonctions de commandement et à la présence sur son territoire de nombreux emplois stratégiques, elle rayonne sur un vaste espace, tant à l'échelle nationale qu'européenne.

Une place encore marquée pour les espaces peu denses

Urbanisée, la région n'en reste pas moins fortement agricole au centre et à l'est. Les communes peu denses ou très peu denses couvrent 85 % du territoire régional mais abritent seulement 31 % de la population régionale et moins de 20 % de l'emploi. Le temps d'accès aux équipements et aux services courants des habitants de ces espaces sont les plus faibles des régions de province. La répartition sur l'ensemble du territoire de communes jouant un rôle de pôles d'équipements et services explique ces meilleurs temps d'accès. C'est le cas en particulier dans l'Aisne où réside la plus forte proportion de la population vivant dans les espaces peu denses ou très peu denses.

2 Un réseau d'infrastructures de transport dense



Sources : Insee, IGN.

Une région créatrice de richesses, à la croissance économique ralentie

Les Hauts-de-France jouent un rôle économique majeur grâce à une industrie encore très présente et à un secteur tertiaire en plein développement. L'économie régionale peut s'appuyer sur un tissu de plus de 430 000 établissements. Toutefois le plus faible niveau de qualification de ses actifs et la moindre part des activités à haute valeur ajoutée modèrent sa contribution à la création de richesse nationale. En 2013, les Hauts-de-France disposent d'un produit intérieur brut (PIB) de 147 milliards d'euros, ce qui représente 7,3 % du PIB de la France métropolitaine. Depuis vingt-cinq ans, le PIB régional a faiblement progressé : + 1 % par an en moyenne, contre + 1,4 % pour les autres régions hors Île-de-France (figure 3). Le poids économique de la région, inférieur à son poids démographique (9,4 %), illustre le plus faible produit intérieur brut par habitant de la région, et s'explique notamment par les difficultés plus prononcées sur le marché du travail.

Une industrie en forte mutation

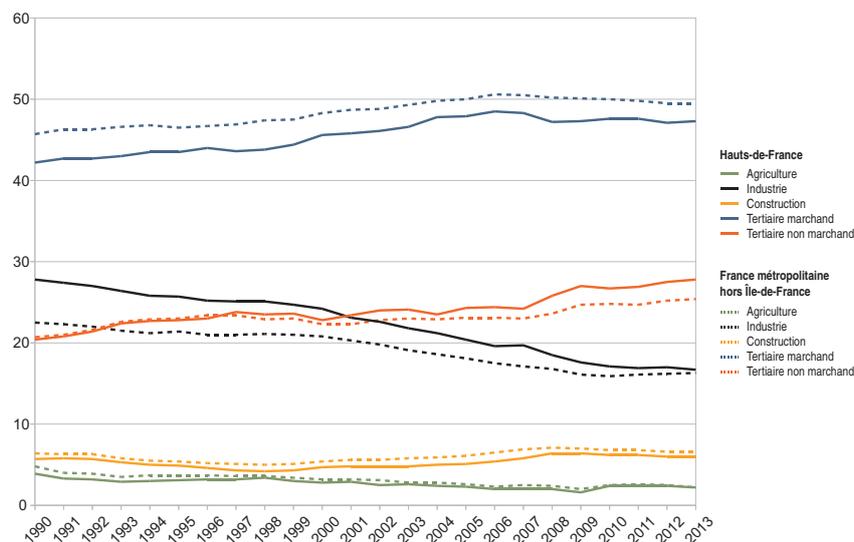
Comme dans les autres régions françaises, l'économie des Hauts-de-France poursuit sa mutation avec une perte de vitesse de l'industrie et un essor du secteur tertiaire. La part de l'industrie dans la valeur ajoutée régionale s'est réduit, passant de près de 50 % en 1970 à moins de 17 % en 2013. Des secteurs industriels restent toutefois très présents dans la région. La fabrication de matériels de transport est l'un des fleurons de l'industrie régionale. La région est également la première région française pour la fabrication d'équipements automobiles. L'industrie automobile rassemble 29 500 salariés, soit 13,6 % des salariés nationaux, se plaçant ainsi au 2e rang national derrière l'Île-de-France. Les Hauts-de-France sont également leader dans la construction ferroviaire (4 200 salariés, 30,0 % des salariés nationaux), au 3e rang national pour la métallurgie et la fabrication de produits métalliques (11,5 % des salariés de ce secteur), et au 3e rang pour le secteur de l'industrie chimique. Enfin, grâce à la présence d'activités agricoles très spécialisées, la région se situe en 4e place pour le nombre de salariés dans les industries agroalimentaires.

Un secteur tertiaire en plein essor

Dans les Hauts-de-France comme au niveau national, le secteur tertiaire est en développement constant. Il a accompagné le repli de l'industrie et représente près de 75 % de la valeur ajoutée régionale en 2014.

3 Un tissu économique régional qui poursuit sa transformation

Évolution de la part de chaque secteur d'activité dans la valeur ajoutée entre 1990 et 2013



Source : Insee, Comptes régionaux.

La région se distingue par une surreprésentation du secteur tertiaire non marchand, en particulier les activités liées à la santé humaine et à l'enseignement qui regroupent plus de 9 % des emplois nationaux du secteur.

Dans le secteur tertiaire marchand, les activités à haute valeur ajoutée comme les services informatiques et de communication, et les activités professionnelles, scientifiques et techniques spécialisées sont en moyenne moins présentes dans la région. Les emplois sont davantage des emplois d'exécution que de conception ou de direction. Grâce à sa position de carrefour géographique, le secteur des transports et de la logistique est bien implanté dans la région qui se positionne au 3e rang national. En matière de tourisme, la région dispose d'un espace littoral remarquable et d'une offre culturelle diversifiée.

Un rôle encore limité dans l'économie de la connaissance

Si l'offre de formation dans l'enseignement supérieur est bien développée, les universités régionales accueillent un nombre modeste d'étudiants en doctorat et le poids de la région dans la production nationale de connaissances scientifiques est limité. L'un des enjeux pour la région sera d'accroître le niveau de formation de la population : la part des diplômés de l'enseignement supérieur est très en retrait (30 % contre 35 % en France métropolitaine en 2013).

L'activité de recherche et développement (R&D), facteur du processus de croissance économique est en progression, mais l'effort est deux fois moins soutenu qu'en moyenne nationale. Ce faible niveau s'explique par l'importance de secteurs de

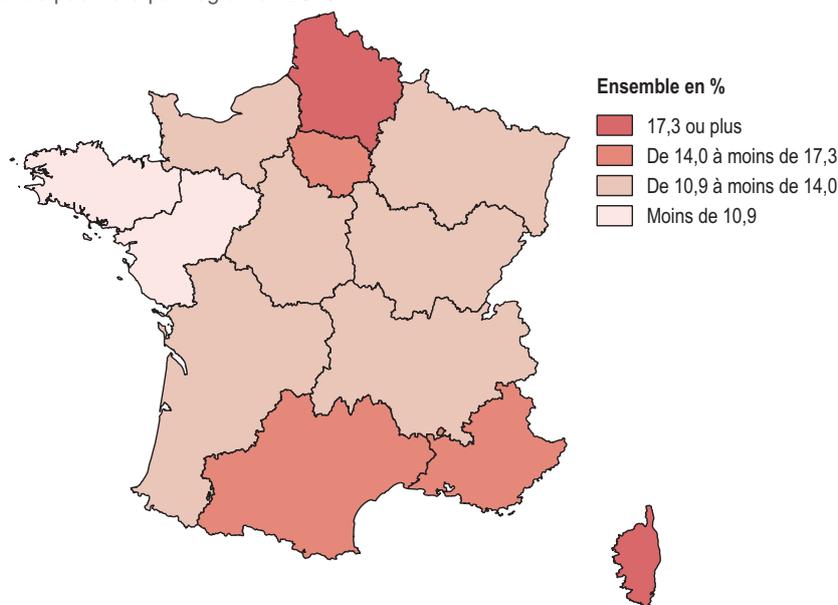
faible ou moyenne intensité technologique tels que l'industrie agroalimentaire et la métallurgie. L'essentiel de la dépense est porté par les entreprises, mais la région se distingue par le poids important des administrations publiques dans la R&D. Huit pôles de compétitivité sont installés dans la région et concernent des secteurs comme la recherche sur des matériaux à haute technicité ou sur des produits agroalimentaires.

Une région confrontée au chômage et à la pauvreté

La difficile reconversion d'un tissu productif orienté vers les « vieilles industries » s'est traduite par une progression du chômage et de la pauvreté dans la région. Le taux d'activité (70 %) est inférieur à la moyenne métropolitaine (73 %). Le taux de chômage est le plus élevé des régions métropolitaines : 12,2 % des actifs de la région sont au chômage au troisième trimestre 2016 contre 9,7 % en France métropolitaine. Le chômage touche plus fortement les seniors et les jeunes ; le chômage de longue durée est plus fréquent. La région est également particulièrement concernée par la pauvreté. En 2013, 18,2 % de ses habitants vivent sous le seuil de pauvreté (figure 4). Supérieure de quatre points à celle mesurée en France métropolitaine, cette proportion positionne la région à l'avant-dernier rang après la Corse (20,2 %). Cette situation s'accompagne d'un état sanitaire plus dégradé pour la population régionale. Par exemple, l'espérance de vie à la naissance reste la plus faible des régions métropolitaines, même si la mortalité se réduit sensiblement au même rythme qu'en France métropolitaine.

4 Une pauvreté plus fréquente dans la région

Taux de pauvreté par région en 2013



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Cmsa, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi).

Des disparités sociales marquées entre les territoires

Au sein de la région, les conditions de vie et d'emploi des habitants sont toutefois très diverses selon les territoires. Des espaces affichent des indicateurs sociaux plus favorables : le sud du département de l'Oise, sous l'influence de l'Île-de-France, se distingue avec le niveau de vie le plus élevé de la région. Dans les espaces périurbains de la métropole lilloise, mais également les arrondissements d'Amiens ou d'Arras, le niveau de vie des habitants est également plus élevé que la moyenne régionale.

En revanche, dans d'autres territoires, les habitants cumulent les difficultés économiques et sociales : c'est le cas dans la Sambre-Avesnois, la Thiérache, une partie de l'ancien bassin minier (en particulier autour de Lens), le Calaisis et, dans une moindre mesure, le Valenciennois. Dans ces territoires, les actifs sont moins fréquemment en emploi ; quand ils

travaillent, ils occupent moins souvent un emploi stable. Les probabilités de retour à l'emploi sont plus faibles qu'ailleurs dans la région, en raison d'un niveau de formation et de qualification moins élevé et d'une plus faible mobilité des habitants. La pauvreté y touche plus d'un habitant sur quatre. L'état de santé de la population est également plus dégradé avec une mortalité supérieure de 30 % à celle observée en France métropolitaine.

Par ailleurs, la région compte 199 quartiers de la politique de la ville où vivent 668 000 personnes, soit plus d'un habitant sur dix. La population qui vit dans ces quartiers est concernée par d'importantes difficultés économiques et sociales avec une forte proportion de jeunes, de personnes sans diplôme, de chômeurs, de familles monoparentales, de locataires en logement social et d'allocataires dépendants des prestations et minima sociaux. ■

Insee Hauts-de-France
130 avenue du Président J.F. Kennedy
CS 70769
59034 Lille Cedex
Directeur de la publication :
Jean-Christophe Fanouillet
Relecteur : Élisabeth Vilain
Rédactrice en chef : Nadine Lhuillier
ISSN 2493-1292
ISSN en ligne n° 2492-4253
© Insee 2017
Crédits photos :
© Laurent Ghesquière
© Anais Gadeau
© Laurent Rousselin

Pour en savoir plus

- Les Hauts de France passent la barre des 6 millions d'habitants, *Insee Analyses*, n° 40, Janvier 2017.
- 25 ans de dynamiques économiques en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, *Insee Analyses*, n° 20, Juillet 2016.
- Des dépenses de recherche en progression, *Insee Analyses*, n° 13, Mai 2016.
- Les habitants des quartiers de la politique de la ville : fragilités et pauvreté monétaire, *Insee Analyse*, n° 11, Mai 2016.
- Le Nord-Pas-de-Calais-Picardie : la région la plus touchée par le chômage, *Insee Flash*, n° 2, Avril 2016.

